



Du local au mondial, les politiques de sécurité alimentaire

- Nicolas Druesne -

Doctorant en géographie C.I.R.A.D.



Introduction :

Cette présentation consiste en une préparation et une invitation au débat sur "les limites géographiques d'un sujet de recherche", en prenant comme exemple les difficultés rencontrées dans le cadre de ma thèse. Thèse que je veux situer dans le champ conceptuel du développement durable. Mais, ce concept a été largement utilisé et défini de nombreuses manières par des chercheurs issus de disciplines différentes. Pour ma part, je retiens donc la définition d'une partie de la recherche internationale, française et indienne, préoccupée par la promotion d'une nouvelle révolution agricole, appelée respectivement côté français et indien, Révolution Doublement Verte (Griffon M., 1996) ou *Evergreen Revolution* (Swaminathan M. S., 1996) ; le développement durable y étant défini comme devant être "écologiquement soutenable, économiquement viable, et socialement équitable". Considérant la Sécurité Alimentaire comme l'objectif et la priorité principal de tout développement et comme la condition première pour qualifier un développement de durable, c'est pourquoi je me concentre sur une problématique de Sécurité Alimentaire.

Les définitions de ce concept de Sécurité Alimentaire contribuèrent à me révéler que la question des limites géographiques serait prépondérante pour un tel sujet, en Inde particulièrement. C'est pourquoi, toujours en introduction, il me semble important de vous définir rapidement l'évolution dans le temps du concept de Sécurité Alimentaire.

L'évolution du concept de Sécurité Alimentaire :

Dans un premier temps, il est intéressant de remarquer que l'évolution dans le temps du concept de Sécurité Alimentaire a justement été elle-même fortement marquée par ces problèmes d'échelles géographiques et par les politiques alimentaires indiennes qui justement m'intéressent.

En premier lieu, la sécurité alimentaire a été abordée uniquement en terme de disponibilité ou de pénurie de produits alimentaires. Puis les travaux de Sen et Drèze, notablement influencés par la situation alimentaire indienne, ont amené à considérer les problèmes de sécurité alimentaire en terme d'accessibilité ; cette question de l'accessibilité que d'autres ont divisée en accessibilité physique et en accessibilité économique aux aliments (Landy F. 1997). En résumé, en terme de problème d'échelles géographiques, le concept de sécurité alimentaire, jusque là perçu au niveau de l'autosuffisance des

nations, "a évolué vers le niveau familial et individuel" (Le Normand I., 1996). Et si la question de " l'accès de tous à une alimentation quantitativement et qualitativement suffisante " est devenue alors primordiale (Sen A., Drèze J., 1990), le problème de la disponibilité et de l'accessibilité des produits alimentaires peut se poser à toutes les échelles territoriales.

Ainsi, cette présentation va retracer le parcours de l'élaboration de ma problématique sur la Sécurité Alimentaire en Inde et les difficultés qui lui sont liées pour définir une échelle territoriale d'analyse pertinente et le choix d'un terrain d'étude dans le cadre d'une thèse de géographie. Dans une problématique économique, sociale, écologique et politique de la sécurité alimentaire, les différentes échelles territoriales interviennent dans un système d'interaction mutuelle. En réalité, lors de l'élaboration de la problématique, la question et les hypothèses, la méthodologie de ma thèse et lors de son application, mon analyse s'est portée d'une échelle territoriale à une autre. Mais, pour une intervention rapide et la plus claire possible, je vous présenterai le cheminement de ma réflexion de manière linéaire, d'amont en aval des échelles géographiques, du mondial au local.

1) Du mondial au national : Autonomie ou autosuffisance nationale

Se poser les problèmes de disponibilité et d'accessibilité alimentaire de l'échelle mondiale à l'échelle nationale amène à considérer la différence entre autonomie et autosuffisance alimentaire pour un pays.

L'autonomie alimentaire nationale se base sur l'utilisation des avantages comparatifs d'un pays. Elle correspond à une conception mondiale de la sécurité alimentaire dans laquelle les pays déficitaires sont supposés s'approvisionner sur le marché. Le concept d'autonomie alimentaire pourrait même être élargi aux cas de pays qui se sont ménagés un accès à l'aide alimentaire internationale en cas de besoin.

L'autosuffisance alimentaire signifie que la production alimentaire suffit à couvrir les besoins de sa population, toujours si l'on se situe à une échelle d'analyse nationale avec des estimations moyennes (nombre de kilogrammes de produit alimentaire / capita ou nombre de calories / capita). De même l'on peut considérer différents degrés d'autosuffisance alimentaire. Mais le fait que la demande nationale soit couverte par une offre autre que nationale apparaît alors comme exceptionnel.

a) Tendances Historiques :

Dans les années 60-70 l'accent a surtout été mis sur l'acquisition de l'autosuffisance alimentaire. Mais, avec les programmes d'ajustement structurel et l'O.M.C. de plus en plus de gouvernements s'aperçoivent aujourd'hui que la recherche de l'autosuffisance peut se révéler fort coûteuse et vaine.

Le cas indien correspond à cette analyse. En effet, après quelques hésitations (le 1er plan quinquennal avec accent sur l'industrialisation lourde), l'autosuffisance alimentaire nationale devient l'objectif prioritaire de l'Inde indépendante. Comme moyen d'atteindre cette autosuffisance l'Inde lance alors la Révolution Verte, qui ne se limite pas à l'introduction des variétés à haut rendement, mais constitue une politique alimentaire complexe (cf. annexe 1). Depuis la libéralisation en Inde, fleurissent les interrogations sur le succès et le coût de sa politique alimentaire qui est régulièrement remise en question.

b) Les limites d'une analyse de la sécurité alimentaire en terme de disponibilité mondiale ou de simple Autonomie alimentaire :

Je mets en évidence ici trois problèmes majeurs qui remettent en cause le recours à une solution mondiale à la sécurité alimentaire (également cf. Azoulay G., 1998) :

- Problèmes de l'accessibilité physique aux produits alimentaires :

La sécurité alimentaire constitue à l'échelle nationale un enjeu hautement stratégique. C'est pourquoi, à ce niveau, les contraintes d'accessibilité physique à des aliments disponibles internationalement peuvent être qualifiées de contraintes d'accessibilité politique. Ainsi, on évoque l'arme alimentaire à un niveau international : dépendance vis à vis d'un fournisseur (dans le cadre du marché ou de l'aide alimentaire), embargos...

- Problèmes de l'accessibilité économique aux produits alimentaires :

Ils se posent ne serait-ce qu'en examinant l'instabilité des marchés agricoles mondiaux. Ici apparaît la nécessité d'analyser la demande d'un pays selon sa demande solvable et non uniquement sa demande réelle ; ceci semble prépondérant surtout si l'on considère le troisième problème auquel les pays déficitaires doivent faire face :

- La perspective d'une baisse de l'aide alimentaire au niveau mondial.

Historiquement le cas de l'Inde est révélateur. Ainsi, après les orientations du premier Plan Quinquennal, l'objectif d'autosuffisance s'affirme devant le coût économique des importations de céréales américaines qui grèvent considérablement le budget du jeune Etat, et certainement devant leur coût politique au regard d'une volonté de Non-alignement.

A l'échelle mondiale les mécanismes de l'offre et de la demande, la disponibilité, la fluctuation et l'instabilité du marché, diffèrent selon chaque produit alimentaire. Au niveau mondial, mais aussi au sein de l'Union Indienne (cf. paragraphe 2), le cas du riz révèle une problématique spécifique particulièrement intéressante.

c) La problématique mondiale spécifique du riz :

Elle peut se résumer en trois points principaux (cf. Hossain M., 1999, pour une analyse plus détaillée)

- l'instabilité du marché mondial est renforcée par l'étroitesse de l'offre en comparaison avec la consommations des deux géants que sont l'Inde et la Chine.
- la baisse de la croissance de la production de riz des années 90 est le commencement d'une tendance sur le long terme plutôt qu'une oscillation cyclique à la baisse.
- Perspective : peu de pays auront la capacité de générer des surplus exportables

2) Du national (gouvernement central) au fédéral :

Si la politique alimentaire indienne s'est concentrée, avec l'objectif d'autosuffisance nationale, sur les questions de disponibilité elle s'est également préoccupé des questions d'accessibilité physique à travers la *Food Corporation of India* qui gère la redistribution des produits alimentaires entre Etats.

Au niveau spatial des Etats, apparaît également une problématique spécifique pour le riz.

a) Problématique spécifique pour le riz :

En ce qui concerne les céréales, l'Inde est globalement divisée en trois grandes aires alimentaires : blé, riz, millet.

Mais, l'Inde du Sud, principale aire de production et de consommation du riz demeure structurellement déficitaire en riz si l'on compare les productions et consommations per capita (cf. Annexe 2). Tandis que c'est l'Inde du Nord, et principalement deux Etats (Punjab et Haryana), traditionnellement aire de production-consommation du blé, qui fournit l'essentiel des allocations à la *Food Corporation of India*

(FCI).

b) les problèmes de redistribution interrégionales et l'accès économique des Etats aux produits alimentaires :

Historiquement ce déséquilibre interrégional dans les allocations en riz à la FCI s'est accentué. Actuellement la contribution de l'Etat du Punjab au total des fournitures en riz dépasse les 40 % (Raghavan M. 1999).

Avec l'augmentation de ce déséquilibre interrégional, à un moment où la politique alimentaire indienne tend à être remise en cause devant son poids dans le budget national, le problème des coûts de stockage et de transport à l'échelle de l'Inde devient crucial.

De même, ce déséquilibre interrégional pose le problème de la viabilité de la Sécurité alimentaire des Etats déficitaires du Sud de l'Inde dans leur accès économique au riz de la FCI, d'autant plus que ces coûts semblent se répercuter vers le budget des Etats avec l'augmentation du prix de vente du riz de la FCI (*central issue price*).

Exemple : cet aspect est bien connu pour l'Etat du Kérala en Inde du Sud dont les dépenses pour sa sécurité alimentaire ont dépassées les dépenses totales planifiées dans son budget (*Plan Revenue Expenditure*) jusqu'en 1994. Après 1994, pour atténuer ce phénomène, le Kérala renonce à plus d'un tiers des quantités en riz que lui alloue le Centre ; quantités pourtant calculées afin de maintenir un système de redistribution alimentaire publique efficace (Raghavan M. 1999).

Quand est-t-il du Tamil Nadu, grand producteur et grand consommateur de riz, Etat voisin lui-même également déficitaire en riz ?

3) Des Etats aux individus :

a) De l'Etat aux zones hydromorphiques du Tamil Nadu :

Paradoxalement, dans une Inde du Sud toujours déficitaire en riz, malgré la croissance des rendements moyens, la croissance de la production rizicole continue de fléchir considérablement en raison d'une stagnation voire d'une baisse des surfaces rizicoles.

Encore une fois ce phénomène est extrême et relativement bien connu au Kérala (Druesne N., 1996 ; Guillaume S., 1997) mais plus atténué et moins étudié au Tamil Nadu.

Puisqu'il se détache une problématique de Sécurité alimentaire spécifique au riz, apparemment commune à l'Inde du Sud, il m'a semblé intéressant d'étudier le cas du Tamil Nadu, afin de déterminer si ce phénomène est induit par des caractéristiques locales (écologiques, économiques ou sociaux particuliers). Pour cela il est nécessaire d'effectuer un zonage du Tamil Nadu en déterminant ses zones agro-écologiques homogènes. En ce qui concerne la riziculture irriguée, principale dans l'offre en riz, le mode d'irrigation représente un des facteurs les plus importants. En effet, les différents modes d'irrigation (par tanks, canaux ou puits tubés, collectifs ou individuels), de par leurs différentes localisations géographiques et leur évolution historique, à la fois nécessitent et déterminent des spécificités au niveau environnemental, économique et social. J'ai ainsi décidé de m'intéresser à deux zones hydromorphiques du Tamil Nadu ayant des modes d'irrigation différents.

b) Des zones hydromorphiques aux individus :

Spatialement, si mon travail se situe donc sur de petites régions homogènes agro-écologiquement, les enquêtes détaillées vont porter une attention toute particulière au niveau des exploitations agricoles. En effet, en terme de sécurité alimentaire, c'est à cette échelle que selon moi se trouve la meilleure interface entre l'offre et la demande, entre la disponibilité et l'accessibilité.

- en terme d'offre ou de disponibilité :

C'est là que s'analysent les stratégies paysannes, s'interprètent les contraintes et raisons écologiques, économiques, ou sociales qui induisent une évolution pouvant affecter l'offre globale en riz comme par exemple la reconversion de certaines rizières, la baisse des rendements pour certaines exploitations (pour le cas de la région de Pondicherry cf. Druesne Nicolas 1998). Il est alors nécessaire de prendre en compte l'ensemble du système de production, et non plus uniquement la riziculture, afin d'évaluer la place du système de culture rizicole (compétitivité économique, calendrier de travail et pointe de travail, " valeur culturelle " etc...) par rapport aux autres systèmes de culture et d'élevage et leur combinaison dans les différents systèmes de production.

- en terme de demande et d'accessibilité :

La sécurité alimentaire doit être appréhendée au niveau individuel, et elle est plus une question d'accessibilité, économique notamment, donc en relation avec la pauvreté, qu'une question d'offre et de demande. La politique alimentaire indienne prend en considération cet aspect avec une redistribution sociale des aliments de la FCI par l'intermédiaire des boutiques de rationnement à prix subventionnés (*Fair Price Shops*). Mais, le coût de ce volet particulier de la politique alimentaire indienne est également critiqué d'autant plus que son efficacité est contestée. En effet, dans la réalité les groupes les plus vulnérables n'en sont pas forcément les bénéficiaires et les années apparentes bonnes pour la FCI, avec d'importants stocks, correspondent en fait souvent à des années de sous-consommation en raison d'un prix relativement trop élevé dans les *fair price shops* (Radakrishna R. *et al*, 1997).

Toujours dans cette problématique de sécurité alimentaire, l'analyse au niveau des exploitations agricoles permet de prendre en compte la part auto-consommée. De même, devient alors prépondérante l'élaboration de différents seuils qui représentent la nécessité de renouvellement des moyens de production (la force de travail par les besoins alimentaires minima, d'autres besoins essentiels, le renouvellement du capital...). La comparaison de ces différents seuils, avec le revenu agricole par actif permet notamment d'évaluer la viabilité des différents types d'exploitation, et avec le revenu familial par actif de connaître la part des emplois non-agricoles dans la sécurité alimentaire et la viabilité économique des exploitations.

Au sein des exploitations, raisonner en terme d'intensité en travail et de productivité du travail pour les différents systèmes de culture et d'élevage et leur combinaison dans les différents systèmes de production m'apparaît primordial alors que cela est rarement le cas dans les études micro disponibles et encore moins à un niveau macro. En effet, comme première justification, ce facteur constitue pourtant un des facteurs importants pouvant influencer considérablement les stratégies paysannes dans l'évolution de leur système de production. Deuxièmement, cette approche au niveau des exploitations agricoles révèle également la part de la valeur ajoutée créée reversée aux ouvriers agricoles par les différents systèmes de production et nous informe donc partiellement sur la situation alimentaire d'un grand nombre d'individus. Ainsi, il est également possible de mettre en lumière les conséquences de l'évolution des systèmes de production (reconversion des rizières...) sur la sécurité alimentaire de cette partie de la population, essentiellement des sans-terre, déjà très vulnérable à la sous-nutrition et la malnutrition. Quand l'évolution actuelle des systèmes de production est motivée par la recherche de la moindre intensité en travail, comme il semble être le cas à Pondicherry (Druesne N., 1998) dans un environnement économique-social

et agronomique très proche du Tamil Nadu (avec notamment l'essentiel des travaux agricoles réalisés par de la main d'œuvre extérieure à la famille, attachée ou non, rémunérée en nature ou salariée), l'on peut s'interroger sur la durabilité de tels systèmes de production. Des enquêtes spécifiques en prenant en compte les différentes sources de revenu des familles de sans-terre et spécialement leur faculté à trouver des emplois non agricoles clarifieront leur situation alimentaire.

Conclusion :

En résumé, dans le cadre d'une problématique sur la sécurité alimentaire en Inde, il m'est apparu donc particulièrement pertinent d'étudier la durabilité des systèmes de production de deux régions où domine le riz irrigué au Tamil Nadu, Etat du Sud de l'Inde. Le concept de système agraire, tel que le définissent Mazoyer et Roudart correspond aux exigences de ma problématique et de ma méthode ; en prenant en compte les domaines écologiques, économiques et sociaux il donne la possibilité notamment d'analyser et de concevoir l'agriculture en terme de développement durable (cf. annexe 3).

Mais une étude sur la sécurité alimentaire et l'évolution des systèmes agraires hydromorphiques du Tamil Nadu peut-elle se limiter à la petite région ?

En préambule à un éventuel débat, je me propose de donner en conclusion quelques éléments de réponse à cette question.

Dans l'élaboration de ma problématique l'importance pour la sécurité alimentaire indienne du caractère déficitaire de certains Etats et de l'augmentation d'un déséquilibre interrégional s'est dégagée.

- Tout d'abord, posons l'hypothèse qu'une évolution dans les systèmes agraires hydromorphiques du Tamil Nadu vers un ralentissement de la croissance de la disponibilité en riz et le renforcement de l'inégalité de la répartition sociale des valeurs ajoutées ne serait dû qu'à des caractères endogènes (comme des problèmes environnementaux locaux à savoir la baisse de la nappe phréatique, la salinisation et le manque de fumure organique des sols ou comme les aspects fonciers et les rapports sociaux de production...):

Néanmoins, cette évolution se répercuterait aux niveaux territoriaux amont en accroissant le coût de la redistribution spatiale et sociale des aliments. En grevant le budget de l'Etat, qui est en Inde responsable des questions agricoles, cela induirait en retour des répercussions en aval sur le développement agricole.

- Cependant, notre hypothèse est que ces évolutions seraient dues également à des interventions exogènes à la région, comme par exemple la politique de fixation des prix du *procurement* de la FCI décidée au niveau national dans le cadre de la politique alimentaire. Ce prix, unique pour tous les Etats indiens depuis l'année 1973-74, est fixé selon une moyenne des coûts de production à l'hectare de tous les Etats. Il pénalise donc les Etats où les coûts de production sont les plus élevés sans égards pour la valeur ajoutée créée à l'hectare ni pour les surfaces disponibles par actif dans chaque Etat. Ce système peut donc avoir comme conséquence de pénaliser l'agriculture la plus intensive en intrant même si c'est celle qui produit la plus forte valeur ajoutée à l'hectare ; cas pourtant le plus intéressant en terme de disponibilité alimentaire a fortiori dans des pays où la terre est le capital rare.

De plus, comme le coût de la main d'œuvre est comptabilisé dans les coûts à l'hectare, ce principe de fixation des prix par une moyenne pourrait également sanctionner les régions où les salaires agricoles sont les plus élevés alors que ceci est plutôt positif pour la sécurité alimentaire à un niveau individuel.

Outre ces deux paradoxes d'une politique visant à la sécurité alimentaire, il est important de souligner que les prix au Tamil Nadu (et donc l'évolution de ses systèmes de production) sont influencés par les

faibles coûts de production du Punjab.

Ainsi, si l'élaboration de notre problématique sur la Sécurité Alimentaire en Inde, en ayant considéré les problématiques d'amont en aval des échelles géographiques, m'a amené à raisonner en terme de système horizontalement au niveau de la région, il me semble indispensable également de raisonner verticalement en terme de système. Le sujet pertinent devient alors l'étude de la viabilité de l'évolution des systèmes agraires hydromorphiques du Tamil Nadu en terme de sécurité alimentaire dans la politique alimentaire globale indienne.

Ce sujet pose alors des questions méthodologiques particulières dans lesquelles interviennent les contraintes des déplacements et du temps disponible pour réaliser une thèse, puisqu'il nécessiterait aussi de réaliser une étude sur les systèmes agraires dans le Nord de l'Inde (au Punjab par exemple).

Bibliographie

Alexandratos N. (éd.), 1995, *L'agriculture mondiale à l'horizon 2010*, Rome, FAO.

Azoulay G., 1998, *Globalisation des échanges et sécurité alimentaire mondiale à l'horizon 2010*, Revue Tiers Monde, Tome XXXIX, n° 153 janvier-mars 1998, Sécurité Alimentaire et Question Agraire, PUF, p.25-43

Banque Mondiale, 1990, *La pauvreté*, Rapport sur le développement dans le monde, Washington, 287 p.

Conway G. (dir.), 1994, *Une agriculture durable pour la sécurité alimentaire mondiale*, CIRAD, 36 p.

Druesne N., 1996, *L'hévéaculture, instrument possible du développement : étude de plantations familiales du Kerala (Inde du Sud)*, Mémoire de maîtrise, Université de Savoie, Chambéry.

Druesne N., 1998, *Révolution Doublement Verte, les Biovillages à Pondichéry*, mémoire de DEA, documents de travail n°29, ECOPOL-CIRAD, 107 p.

Dufumier M., 1996, *Sécurité alimentaire et systèmes de production agricole dans les pays en développement*, Cahiers Agricultures, Volume 5, n°4 juillet-août 1996, John Libbey Eurotext, Paris, p. 229-37.

FAO, 1995, *Dimension planétaire de l'alimentation, l'agriculture et la sécurité alimentaire* ; Texte préparatoire au sommet mondiale de l'alimentation

Griffon M., (éd.), 1996, *Vers une Révolution Doublement Verte*, CIRAD, 206 p.

Griffon M., 1996, *La Révolution Doublement Verte : une réponse pour la sécurité alimentaire?*, Horizon 2010, Faim, Pauvreté, Sécurité Alimentaire, Communication pour la Journée Mondiale de l'Alimentation, CIRAD, 20 p.

Griffon M., Marty I., 1993, *Prospective des déséquilibres environnementaux liés à l'agriculture dans les pays tropicaux*, CIRAD, 288 p.

Guillaume S., 1997, *Une riziculture en crise : problèmes de conversions de rizières au Kerala (Inde du Sud)*, Espaces Tropicaux, Bordeaux, p. 189-201

Haubert M., Courade G., (dir.), 1998, *Sécurité alimentaire et question agraire : les risques de la libéralisation*, Revue Tiers Monde, Tome XXXIX, n° 153 janvier-mars 1998, PUF, 240 p.

Hossain M., 1999, *Longterm Outlook of the Demand-Supply Balance for Staple Grains in Asian Deltas : Implications for Food Security Strategy* inproceeding acts of the conference Planetary Garden, Chambéry, France.

International Food Policy Research Institute, 1995, *A 2020 vision for food, agriculture and the environnement*, IFPRI.

International Food Policy Research Institute, 1995, *A 2020 vision for food, agriculture and the environnement*, IFPRI

Landy F., 1996, *Réforme agraire et Révolution Verte : l'impossible synthèse indienne*, Cahiers Agricultures, Volume 5, n°4 juillet-août 1996, John Libbey Eurotext, Paris, p. 271-81.

Landy F., Shenoï P.V., 1997, *De l'autosuffisance à la sécurité alimentaire : le cas de l'Inde*, Contribution pour Marchés et institutions pour la sécurité alimentaire, Commission européenne-Solagral, Bruxelles, 10-12 dec. 1997, 14 p.

Le Normand I., 1996, *Les facteurs de la sécurité alimentaire*, Cahiers Français n°278, Les Problèmes Alimentaires dans le Monde, oct-dec 1996, La Documentation Française.

Mazoyer M., Roudart L., 1997, *Histoire des agricultures du monde*, Seuil, 534 p.

Mitchell D. O., Inqco M. D., 1993, *The world food outlook*, Banque Mondiale.

Pillot D., 1988, *Francophone and Anglophone Farming Systems Research : Similarities and Differences*, In : "Farming Systems Research and Development in Thailand : Illustrated Methodological Considerations and Recent Advances", Prince of Songkla University, Haad Yai, Thailand, pp. 3-25.

Radhakrishna R. *et al.*, 1997, *India's Public Distribution System : A National and International Perspective*, Discussion Paper n° 380, Banque Mondiale, 98 p.

Raghavan M., 1999, *Some aspects of Growth and distribution of Rice in India*, Social Scientist, Vol. 27, N° 5-6, p. 62-85

Sarkar Goutam K., 1995, *Agriculture and rural transformation in India*, Oxford University Press, Calcutta, 232 p.

Sasson A., 1996, *Sécurité alimentaire : enjeux et débats*, Cahiers Agricultures, Volume 5, n°4 juillet-août1996, John Libbey Eurotex, Paris, p. 215-9

Sen A., Dreze J., 1990, *Hunger and public action*, Oxford, Clarendon Press.

Trébuil G., 1993, *Agriculture pionnière, révolution verte et dégradation de l'environnement en Thaïlande*, Revue Tiers Monde : Agriculture, écologie et développement, Tome XXXIV, n° 134 avril-juin 1993, PUF, p. 365-83.

Annexe 1 :

Définition générale d'une politique alimentaire

Politique alimentaire (définition d'un indianiste donc logiquement fortement influencée par l'étude du cas indien) : « addition de façon intégrée de politiques foncières, agricole, commerciale et nutritionnelle contribuant à la satisfaction des besoins alimentaires. Une politique alimentaire au sens fort du terme va donc bien au-delà d'actions visant à subventionner la consommation : elle concernera aussi bien ce support de la production agricole qu'est la terre, que la production agricole elle-même, que la balance commerciale et la consommation » Landy 1998.

Annexe 2 :

Production et consommation de riz par tête (kg par année) par grande zone en Inde :

	1972	- 1973	1977	- 1978	1983-	1984	1987	- 1988	1993	1994
Région	Production	Consom.	Production	Consom.	Production	Consom.	Production	Consom.	Production	Consom.
Tamil Nadu	120	120,7	103.3	115.5	82	106.4	96.1	114.5	113.7	118.2
Prod./Cons. %	99	%	89	%	77	%	84	%	96	%
Inde du Sud	90.8	103.1	86.6	110.3	84.7	110.4	84.7	111.5	92.8	112.5
Prod./Cons. %	88	%	79	%	77	%	76	%	82	%
Est	109.3	117.2	106.4	129.9	94.2	120.1	106.3	134	113	130.6
Prod./Cons. %	93	%	82	%	78	%	79	%	87	%
Ouest	38.4	41.1	42.8	42.6	40.1	43.5	37.4	44.9	43.5	44.1
Prod./Cons. %	93	%	100	%	92	%	83	%	99	%
Nord	34.5	25.2	51.3	32.5	63	26.9	66.9	25.7	79.5	27.5
Prod./Cons. %	137	%	158	%	234	%	260	%	289	%
Total Inde	69	65.1	72.4	72	70.9	71.4	73.9	67.7	81.9	68.7

d'après M. Raghavan 1999

sources : pour la consommation NSS quinquennial household expenditure survey
pour la production moyenne des trois années centrées sur l'année de référence
pas de chiffre pour le NE (Assam incorporé à la région Est)

Annexe 3 :

«Analyser et concevoir en termes de système agraire l'agriculture pratiquée à un moment et en un lieu donnés consiste à la décomposer en deux sous-systèmes principaux, l'**écosystème cultivé** et le **système social productif**, à étudier l'**organisation** et le **fonctionnement** de chacun de ces sous-systèmes, et à étudier leurs **interrelations**» (Mazoyer M., Roudart L., 1997).